



FGTTB

ABVV

BXL

**BILAN
D'ACTIVITÉ
DE LA
FGTTB BRUXELLES**

2024 - 2026

Table des matières

Une nouvelle mandature dans un contexte de crise sociale et politique	3
Une prise de fonction dans un moment charnière	3
Bruxelles dans l'impasse politique	4
Résister et construire des alternatives	5
Mobilisations syndicales et rapport de force	6
Mobiliser contre l'austérité et la casse sociale	6
Renforcer les luttes pour l'égalité et la démocratie	9
Faire front contre l'extrême droite	9
Faire vivre les combats féministes	10
Former et mobiliser la relève militante	11
Une mobilisation inédite contre les exclusions du chômage	12
Une réforme brutale aux conséquences majeures	12
Informé, protéger, mobiliser	13
Une mobilisation syndicale transversale	14
Concertation sociale et défense de Bruxelles	16
Lignes rouges et positions syndicales	16
Une réforme institutionnelle qui ne dit pas son nom	17
Le rôle de la FGTB Bruxelles dans la concertation régionale	18
Aux manettes de Brupartners	18
Vigilance syndicale face au nouveau gouvernement bruxellois	20
Refonder nos outils de communication	21
Un renforcement des activités du CEPAG Bruxelles	26
Une cellule égalité-diversité toujours plus mobilisée contre les inégalités au travail	27
Mieux accueillir et mieux orienter	27
Conclusion	29

Une nouvelle mandature dans un contexte de crise sociale et politique

Une prise de fonction dans un moment charnière

Notre nouvelle secrétaire générale, Florence Lepoivre, est entrée en fonction le 1^{er} mai 2024. Une date hautement symbolique pour notre organisation. Un 1^{er} mai de soleil, de rencontre, de fierté militante, mais aussi de combat politique, à un mois d'échéances électorales majeures : fédérales, régionales, européennes, communales.

La FGTB Bruxelles venait d'adopter le 24 avril 2024 son mémorandum politique en vue des élections régionales et communautaires.

Ce mémorandum portait une ambition claire : garantir la viabilité de la Région et défendre un développement socio-économique juste, au service de toutes et tous.

Il s'inscrivait dans la continuité directe de nos résolutions de perspective adoptées lors du congrès de 2022, qui faisaient de la lutte contre les précarités le cœur de notre orientation syndicale.

Et ce n'était pas un texte abstrait. Il partait d'un constat concret :

- celui d'une dégradation continue des conditions de travail à Bruxelles sous l'effet de la flexibilisation, de l'activation, de la mise en concurrence généralisée et du dumping social
- celui d'une aggravation des difficultés de vie dans la ville, en matière de logement, de santé, de mobilité, d'enseignement
- celui d'inégalités persistantes et croissantes, notamment pour les femmes, les jeunes et les travailleurs d'origine étrangère.



Bruxelles dans l'impasse politique

Puis sont venues les élections de juin 2024. Et avec elles, une situation contrastée.

Au fédéral, la droite s'est rapidement organisée pour former un gouvernement porteur d'un agenda de régression sociale inédit.

Au niveau bruxellois, en revanche, la situation électorale était différente : Bruxelles n'a pas basculé à droite. Les forces progressistes y demeuraient majoritaires.

Mais cette possibilité a été neutralisée pendant des mois par un formateur MR incapable de rassembler une majorité et par une crise politique interminable, dont les conséquences ont été très concrètes pour les Bruxelloises et les Bruxellois.

Le résultat, nous le connaissons : une Région en affaires courantes pendant plus d'un an, un budget géré en douzièmes provisoires, des recrutements gelés dans la fonction publique et la mise en question des financements du secteur non-marchand, des politiques retardées, des investissements reportés ou annulés, une austérité de fait sans véritable pilote politique, et surtout une incapacité structurelle à préparer Bruxelles aux conséquences des décisions antisociales prises au fédéral.

Le gouvernement bruxellois n'a finalement été constitué que le 12 février 2026, après 613 jours de crise. Et entre-temps, les dégâts sociaux, eux, se sont bel et bien concrétisés.



Résister et construire des alternatives

Mais ce n'est pas parce qu'il n'y avait pas de gouvernement bruxellois que la FGTB Bruxelles est restée dans l'attente. Bien au contraire.

Nous avons engagé toutes nos forces sur deux fronts :

1. En menant une opposition directe aux politiques antisociales du gouvernement Arizona : dans la rue, dans les actions, dans les mobilisations, dans les médias.
2. En parallèle, nous nous sommes lancés dans un travail politique, syndical et technique de fond pour proposer, à Bruxelles, des réponses alternatives, défendre une majorité régionale la plus progressiste possible et limiter autant que possible l'impact des réformes fédérales. C'est dans cet esprit que nous avons soutenu l'appel du **1^{er} mai 2025** en faveur d'une majorité de gauche à Bruxelles.

C'est aussi dans cet esprit que nous avons pris position publiquement pendant les négociations régionales, notamment avec notre message clair du **6 février 2026** : un gouvernement à n'importe quel prix, non.

Parce que nous ne voulions pas seulement un gouvernement. Nous voulions des orientations politiques à la hauteur des besoins sociaux des Bruxelloises et des Bruxellois.



Mobilisations syndicales et rapport de force

Mobiliser contre l'austérité et la casse sociale

Face aux politiques de l'Arizona, nous n'avons pas seulement produit des analyses ou des communiqués.

La FGTB Bruxelles a pris sa place dans la rue, dans les piquets, dans les blocages, dans les cortèges, dans toutes les mobilisations qui ont construit le rapport de force.

Parce que ce gouvernement n'a pas mené une réforme isolée.

Il a ouvert un front général contre le monde du travail : attaques contre les pensions, flexibilité accrue, pression sur les salaires, menace sur l'indexation, économies sur le dos des demandeurs d'emploi, des pensionné-es, des services publics, du non-marchand.

Et, comme trop souvent, les femmes se retrouvent en première ligne.

La politique d'austérité frappe d'abord celles et ceux qui ont les carrières les plus hachées, les temps partiels imposés, les salaires les plus bas, les pensions les plus fragiles.

La FGTB Bruxelles a donc pris toute sa part dans la mobilisation fédérale.

Le **31 mars 2025**, lors de la grève générale, nous avons répondu aux attaques nombreuses et incessantes du gouvernement Arizona.

Le **14 octobre 2025**, plus de 120.000 personnes ont défilé dans les rues de Bruxelles. Cette manifestation a dépassé toutes les attentes. Elle a envoyé un message clair : non à la casse sociale, oui à une société juste et solidaire.

En novembre, avec l'Appel de novembre, ce sont trois jours de grève et d'actions en front commun syndical qui ont marqué une nouvelle étape. Les **24, 25 et 26 novembre**, dans les secteurs public et privé, les travailleurs et travailleuses ont montré que la colère ne faiblissait pas.



Et le **23 novembre**, nous avons aussi appelé à participer massivement à la manifestation Mirabal contre les violences sexistes, parce que les droits sociaux et les droits des femmes sont indissociables.

Le **26 janvier**, une action de solidarité a été organisée pour défendre le rail public face aux attaques du gouvernement Arizona. Parce que quand on s'attaque aujourd'hui aux cheminots, on s'attaquera demain à tous les services publics.

Derrière les attaques contre le rail, c'est une vision de société qui se dessine : moins de services publics, plus de logique marchande, plus de précarité. Et ce combat-là est aussi le nôtre.

Le **12 février 2026**, nous avons organisé des blocages de zonings à Anderlecht et Nederover-Heembeek. Puis, à l'initiative de la FGTB Bruxelles un rassemblement a été organisé devant la Banque nationale.

Plus d'un millier de délégué-es syndicaux s'y sont retrouvés pour dénoncer les politiques du gouvernement Arizona, mais aussi les prises de position répétées du gouverneur de la Banque nationale contre l'indexation automatique des salaires.

Là aussi, le message était clair : nous ne laisserons pas faire celles et ceux qui veulent faire payer la crise aux travailleurs et travailleuses.

Le **12 mars 2026**, plus de 100.000 personnes étaient à nouveau dans la rue à Bruxelles. Travailleurs, travailleuses, pensionné-es, jeunes, militant-es associatifs : toutes et tous ont rappelé que la sécurité sociale, les pensions, l'index, les conditions de travail et le pouvoir d'achat ne sont pas des variables d'ajustement.

Et la mobilisation ne faiblit pas. Le **12 mai dernier**, plus de 60.000 personnes ont à nouveau défilé dans les rues de Bruxelles contre les politiques du gouvernement Arizona.

Une nouvelle démonstration de force qui confirme une chose : face à cette offensive sociale, le monde du travail ne se résigne pas.

Parce que face à l'Arizona, nous n'avons pas seulement besoin d'indignation. Nous avons besoin d'un rapport de force durable.

Refuser l'austérité dans les secteurs essentiels

Et cette bataille, nous l'avons aussi menée pour défendre le non-marchand bruxellois.

Parce que derrière ce mot « non-marchand », il y a des femmes et des hommes qui tiennent la société debout.

Il y a les hôpitaux, les maisons de repos, les CPAS, l'aide sociale, l'insertion socioprofessionnelle, la culture, l'éducation, les services d'accompagnement.

Il y a des métiers essentiels, souvent invisibilisés, souvent féminisés, trop souvent épuisés.

Le **7 novembre 2024**, puis le **22 mai 2025**, plus de 30.000 travailleuses et travailleurs sont descendus dans les rues pour exiger du respect, des moyens et une vraie reconnaissance.

Leur message était simple : on ne peut pas demander à ces secteurs de réparer les dégâts sociaux tout en les privant de moyens.

Le **23 janvier 2026**, plusieurs centaines de travailleuses et travailleurs du secteur psychosocial se sont encore rassemblés devant le Parlement bruxellois.

Au son des casseroles, des tambours et des mégaphones, ils ont rappelé que le non-marchand est une digue essentielle contre la casse sociale.

Mais une digue, ça s'entretient. Ça se renforce. Ça ne se détruit pas à coups d'austérité.

Le **9 avril 2026**, ce sont des milliers d'enseignant-es, d'étudiant-es, de travailleuses et travailleurs du non-marchand et de la culture qui ont manifesté contre les politiques d'austérité des gouvernements MR/Engagés de la Fédération Wallonie-Bruxelles et du gouvernement Arizona mais aussi contre les mesures d'économie planifiées par le ministre bruxellois de l'Emploi, Laurent Hublet, sur les subsides aux agents contractuels subventionnés, les ACS.

Ces mobilisations ont rappelé une chose essentielle : on ne redressera pas la société en sacrifiant l'enseignement, la culture, le social et les services publics.

Ce qu'il faut, ce sont des investissements, pas des coupes budgétaires.

Et ces mobilisations ont déjà produit des effets. Le gouvernement bruxellois est notamment revenu sur les économies annoncées par le ministre de l'Emploi dans le non-marchand sur les emplois ACS, grâce aussi à notre action au sein du Comité de gestion d'Actiris où nous avons refusé le projet de budget qui nous était soumis.

Elles ont permis d'imposer des corrections majeures et ont montré que la lutte paie. Mais elles ont aussi rappelé que rien n'est jamais définitivement gagné.



MAKE
ANTI-FACISM
GREAT AGAIN

Renforcer les luttes pour l'égalité et la démocratie

La FGTB Bruxelles a aussi mené la bataille sur un autre terrain essentiel : celui de la démocratie, de l'égalité et de l'antifascisme.

Faire front contre l'extrême droite

Dans ce cadre, la FGTB Bruxelles a renforcé son travail antifasciste, notamment à travers l'animation du groupe syndical antifasciste réunissant militant-es et délégué-es autour des enjeux liés à la montée de l'extrême droite, aux discours de haine et aux stratégies de division du monde du travail.

Le **16 juin 2024**, au lendemain d'élections européennes marquées par la progression de l'extrême droite dans plusieurs pays, plus de 4.500 personnes ont bravé la pluie pour défiler dans les rues de Bruxelles contre le racisme et le fascisme.



Et la FGTB Bruxelles y a pris toute sa place, avec notre camionnette syndicale en tête de cortège. Parce qu'il était important d'affirmer clairement que le mouvement syndical a toujours été et restera un rempart contre l'extrême droite, contre les discours de haine et contre toutes les logiques de division du monde du travail.

Nous participons également activement à la Coalition 8 mai, avec une revendication claire : faire du **8 mai**, jour de la victoire contre le fascisme, un jour férié en Belgique. Parce que la mémoire antifasciste ne doit pas rester dans les livres d'histoire. Elle doit vivre dans nos luttes d'aujourd'hui.

Nous avons aussi travaillé à une proposition de motion destinée aux communes bruxelloises pour contrer l'extrême droite et les discours de haine.

Et le groupe antifa vient d'ailleurs de produire un manuel didactique destiné aux délégué-es syndicaux : un véritable outil didactique pour aider à comprendre la bataille culturelle menée aujourd'hui par l'extrême droite, mais aussi pour donner des arguments et des outils concrets face aux discours racistes, réactionnaires et discriminatoires qui se banalisent, y compris parfois sur les lieux de travail.

Ce « manuel de survie face aux propos d'extrême droite à la machine à café » sera présenté **ce 29 mai** lors d'un séminaire d'actualité sociale du CEPAG Bruxelles.



Faire vivre les combats féministes



La lutte pour l'égalité a aussi été au cœur de nos mobilisations, avec un Comité Femmes Eliane Vogel-Polsky particulièrement dynamique.

Qu'il s'agisse des manifestations du **8 mars 2025** et **2026**, qui ont rassemblé des milliers de personnes dans les rues de Bruxelles, des actions organisées à l'occasion de la Journée de l'inégalité salariale du **17 octobre**, d'une visibilité renforcée dans les mobilisations syndicales ou encore d'un stand particulièrement actif et visible lors du **1^{er} mai**, le Comité Femmes a pleinement contribué à faire vivre les combats féministes au sein de la FGTB Bruxelles.

Ces mobilisations ont rappelé une chose essentielle : les droits des femmes restent menacés et l'austérité a toujours un aspect genré et socialement marqué. Car les femmes sont surreprésentées dans les emplois précaires, les temps partiels imposés, les carrières interrompues et les métiers du soin et du non-marchand. Quand on attaque les pensions, les services publics, le chômage ou la sécurité sociale, ce sont elles qui paient souvent le prix fort.

Former et mobiliser la relève militante



Les Jeunes FGTB Bruxelles ont été présents dans les mobilisations contre l'Arizona, dans les actions pour les droits des femmes, dans le travail antifasciste et dans la Coalition 8 mai.

Ils ont notamment mené des actions de solidarité et de soutien syndical avec les étudiants de la VUB contre les mesures dans l'enseignement prises par la ministre Demir le **11 décembre 2025**, ainsi qu'à l'ULB les **8 et 9 mars 2026**. Ils ont également été présents sur les piquets d'Audi et ont mené un important travail de soutien syndical auprès des travailleurs livreurs de plateforme.

Par des permanences de rue, des actions d'aide et d'accompagnement, leur participation avec l'UBT à la Journée des livreurs ou encore à l'action de Noël organisée pour les travailleurs du secteur, ils ont contribué à rendre visibles ces travailleurs parmi les plus précarisés du marché de l'emploi.

Les Jeunes FGTB ont aussi poursuivi un important travail de formation et de structuration militante, avec l'organisation des Classes de lutte, d'un camp et d'un week-end Jeunes FGTB, mais aussi de visites guidées pédagogiques dans les quartiers les plus riches de Bruxelles, notamment au Prince d'Orange à Uccle, ainsi qu'aux Dames Blanches à Woluwe-Saint-Pierre, afin de sensibiliser aux inégalités sociales et territoriales qui traversent notre ville, mais aussi aux phénomènes de rejet de type NIMBY face aux projets de construction de logements sociaux dans certaines communes aisées.

Ce travail est précieux. Parce qu'un syndicat qui ne forme pas sa relève militante s'affaiblit. Et parce qu'aller vers les jeunes, les précaires et les travailleurs de plateforme, c'est déjà construire les luttes de demain.





Une mobilisation inédite contre les exclusions du chômage

Une réforme brutale aux conséquences majeures

Par ailleurs, s'il y a bien une réforme du gouvernement Arizona qui a cristallisé cette période, c'est évidemment la limitation dans le temps des allocations de chômage.

Cette mesure est d'une brutalité exceptionnelle.

Elle constitue une attaque frontale contre la sécurité sociale, contre le monde du travail et contre Bruxelles en particulier.

Et elle aura des conséquences bien plus larges que sur les seules personnes exclues en faisant pression sur les conditions de travail et de rémunération de toutes et de tous les travailleurs et travailleuses.

A Bruxelles, cette réforme frappe une Région déjà marquée par la précarité¹, par des parcours professionnels discontinus et par des inégalités sociales profondes.

Car à Bruxelles, ses conséquences sont massives : en 2026, près de 45.000 personnes seront exclues de ce droit dans notre Région. Et parmi elles, plus de 20.000 sont affiliées à la FGTB Bruxelles.

Derrière ces chiffres, il y a des vies bouleversées. Des familles fragilisées. Des loyers qui ne pourront plus être payés. Des dettes qui s'accumulent. Une pression supplémentaire sur les CPAS. Une aggravation de la pauvreté. Et, trop souvent, des violences sociales et familiales qui s'intensifient dans les foyers déjà fragilisés.

¹ <https://www.vivalis.brussels/fr/publication/barometre-social-2025>

Informer, protéger, mobiliser

Face à cette réforme, la FGTB Bruxelles a mené une campagne d'information et de mobilisation sans précédent.

Pour nous opposer politiquement à cette réforme.
Pour informer nos affilié-es.
Pour encadrer, former et protéger notre personnel.
Et pour mobiliser les personnes concernées elles-mêmes.

Nous avons organisé des tractages devant nos permanences chômage. Des séances d'information. Des communications ciblées sur notre site. Des prises de parole médiatiques. Des courriers d'information.

Nous avons rappelé une chose essentielle : la FGTB Bruxelles est une caisse de paiement, mais c'est le gouvernement Arizona et l'ONEM qui décident des règles du chômage.

Il fallait le dire clairement, pour désamorcer les tensions, pour éviter que la colère légitime contre la réforme ne se retourne contre notre personnel et pour protéger celles et ceux qui, en première ligne, allaient devoir accueillir la détresse sociale.

Nous avons également voulu transformer cette colère en mobilisation.

C'est tout le sens de l'action « 100.000 emplois disponibles à Bruxelles... Où sont-ils ? » organisée le **4 février** devant BECI avec les exclu-es du chômage.

Par le dépôt symbolique de CV, nous voulions rappeler au patronat une réalité simple : ces personnes ne sont pas "inactives". Elles cherchent du travail, elles sont disponibles, mais c'est le marché de l'emploi qui les rejette.



Une mobilisation syndicale transversale

Cette réforme du chômage a mobilisé toute la FGTB Bruxelles.

L'OPIC d'abord en première ligne pour préparer concrètement l'impact des exclusions.

Nous avons par ailleurs mis en place une cellule recours composée de 3 ETP, qui a enregistré plus de 1.200 demandes de recours contre les exclusions.

Les services sociaux de première ligne, ensuite, ont été confrontés de manière directe aux inquiétudes, aux questions, aux drames humains liés à ces réformes.

Habiter Bruxelles a vu monter les difficultés d'accès à l'aide sociale, les retards de loyer, les risques de rupture, les situations familiales de plus en plus violentes et instables.

L'ISP a, de son côté, observé une hausse importante de fréquentation, avec des personnes cherchant à se réorienter rapidement vers des formations menant à des métiers dits en pénurie.

Mais là aussi, la réalité sociale s'est alourdie : complexité croissante des démarches CPAS, retards dans les aides, surendettement, nécessité d'un accompagnement social plus lourd, parfois au détriment même du temps consacré à la formation.

Le bureau d'études a lui aussi joué un rôle central dans l'analyse des impacts de ces mesures sur Bruxelles, sur les communes, sur les CPAS, sur l'emploi et sur les politiques régionales. Il a alimenté nos positions, nos analyses, nos notes au BIR, nos activités de formation, nos publications, nos argumentaires publics.

Le CEPAG Bruxelles a sensibilisé les travailleuses et travailleurs à la problématique via ses formations de base et l'organisation d'un séminaire d'actualité spécifique sur les exclusions chômage.



Enfin, le service Action et Communication a été particulièrement sollicité pour la campagne d'information et de mobilisation, avec la production de contenus accessibles et pédagogiques, la création d'un menu dédié et régulièrement mis à jour sur notre site internet, une présence renforcée dans les médias, des prises de position claires dans le débat public et des outils adaptés pour informer directement les personnes concernées.

Bref : la FGTB Bruxelles n'a pas simplement réagi. Elle s'est organisée.

Nous sommes aujourd'hui un acteur incontournable sur cette question. Ce n'est pas un hasard. C'est le résultat d'un travail structuré, collectif et déterminé.

Nous tenons ici à remercier toutes nos équipes qui, dans un contexte extrêmement difficile, ont donné le meilleur d'elles-mêmes pour assurer cette mission essentielle que doit assurer un syndicat : informer, accompagner, protéger. Et qui continuent à le faire malgré une situation extrêmement compliquée.





Concertation sociale et défense de Bruxelles

Lignes rouges et positions syndicales

En parallèle de ces mobilisations syndicales, la FGTB Bruxelles a mené un travail politique intense dans les lieux de concertation sociale bruxellois.

Rapidement après les élections, nous avons adopté, avec le front commun syndical, des lignes rouges, vertes et bleues en vue de la constitution des nouvelles majorités gouvernementales.

En **septembre 2024**, la FGTB Bruxelles a également adopté ses propres lignes rouges face au basculement du centre de gravité politique vers la droite : refus d'une nouvelle réforme de l'État, refus de l'austérité, maintien du pouvoir d'achat, respect de la concertation sociale, conditionnalité des aides aux entreprises, lutte contre le dumping et la fraude sociale, défense de l'accès à l'emploi, au logement et à la santé.

Malheureusement, la suite nous a donné raison.

Le gouvernement Arizona a mené et mène encore des réformes antisociales d'une ampleur inédite.

Et plusieurs de ces mesures frappent Bruxelles plus fortement encore.

La limitation du chômage à 1 an est évidemment au cœur de cette offensive. Mais il y a aussi les politiques de réintégration des malades de longue durée, qui vont exiger des moyens supplémentaires de la part des Régions et des opérateurs publics, sans garantie que ces moyens soient réellement au rendez-vous.

Il y a aussi des choix budgétaires qui touchent directement la fonction de capitale de Bruxelles :

- La réduction de 30 % du budget fédéral de Beliris, soit 125 millions d'euros en moins sur cinq ans, au détriment de projets de logement, de mobilité ou encore de pôles emploi-formation.
- L'abandon de certains investissements symboliques et structurants, comme la rénovation du parc du Cinquenaire prévue dans le cadre des 200 ans de la Belgique.
- Enfin les atteintes portées à des secteurs particulièrement concentrés à Bruxelles, comme la culture, les institutions fédérales installées dans notre ville, ou encore à un moment, la volonté de remise en cause du statut des artistes.

Tout cela montre une chose : Bruxelles paie un prix particulièrement lourd aux choix du gouvernement Arizona.

Une réforme institutionnelle qui ne dit pas son nom

Les réformes du gouvernement Arizona ne constituent pas seulement des mesures sociales régressives.

Il s'agit d'un projet politique.

Et il s'agit aussi, en creux, d'une réforme institutionnelle menée en douce, par la bande, avec un transfert progressif des coûts à charge de la Sécurité Sociale vers les Régions, les communes et les CPAS.

Et ce transfert est tout sauf neutre territorialement : près de 80 % des personnes exclues du chômage sont Wallonnes et Bruxelloises, contre environ 20 % Flamands. Sur les 250 communes les plus touchées par les exclusions du chômage en pourcentage de leur population, 244 se situent en Wallonie et à Bruxelles. La première commune flamande, Anvers, n'arrive qu'à la 140^{ème} place.

En d'autres termes, le fédéral organise des économies et des reculs sociaux, pendant que les pouvoirs locaux doivent gérer l'explosion de la précarité et en assumer le coût budgétaire.

C'est une manière d'affaiblir encore un peu plus la solidarité interpersonnelle, tout en mettant sous pression des pouvoirs publics locaux déjà fragilisés.

Le rôle de la FGTB Bruxelles dans la concertation régionale

Dans ce contexte, la FGTB Bruxelles a pris toute sa place dans la concertation sociale régionale.

Bien avant les élections de **juin 2024**, nous avons participé au travail mené avec les interlocuteurs sociaux pour définir les priorités socio-économiques de la législature 2024-2029.

Après les élections, ce travail s'est prolongé avec l'identification de 48 mesures prioritaires pour la Région.

Puis, face au blocage institutionnel et à l'absence prolongée de gouvernement de plein exercice, les interlocuteurs sociaux ont poursuivi leur travail de proposition et d'alerte.

En **juin 2025**, Brupartners a ainsi adopté 10 priorités urgentes à traiter même en affaires courantes. Ce travail a débouché, le **1^{er} octobre 2025**, sur l'organisation d'un Sommet social réunissant le Gouvernement bruxellois en affaires courantes et les interlocuteurs sociaux autour de ces priorités.

La FGTB Bruxelles a également été fortement investie dans la task force Audi afin de défendre les travailleurs concernés, réfléchir à la reconversion du site et discuter des critères de son redéploiement futur.

Dans le même temps, nous avons porté la nécessité d'un véritable plan industriel pour Bruxelles, basé sur une industrie durable, inclusive et créatrice d'emplois de qualité.

Enfin, au sein de Brupartners, d'Actiris, de Bruxelles Formation et d'autres lieux de concertation, la FGTB Bruxelles a poussé la nécessité d'un plan d'action régional à la hauteur du choc social provoqué par la réforme du chômage.

Aux manettes de Brupartners

Depuis le **1^{er} juillet 2025**, Florence Lepoivre assume la présidence de Brupartners.

C'est une responsabilité importante. Et c'est aussi la reconnaissance de la place de la FGTB dans les équilibres sociaux bruxellois.

En 2025, Brupartners a notamment rendu 21 avis sur saisine et six avis d'initiative consensuels, sur des sujets majeurs : climat, secteur hospitalier, industrie, équivalence des diplômes, eau, marché du travail, transition. En 2026, ce sont déjà 6 avis et 2 avis d'initiative sur la rénovation énergétique des logements et la formation en alternance qui ont été rendus.

Ce travail montre une chose : même dans une période de blocage politique, les interlocuteurs sociaux ont continué à produire de l'analyse, des propositions et du sens.

Ce travail ne s'est pas limité aux grandes séquences de concertation.

Il s'est aussi traduit par un important travail d'analyse, de formation et de production syndicale mené au sein de la FGTB Bruxelles.

Le Bureau d'études a ainsi alimenté de nombreux travaux du BIR, mais aussi des conseils syndicaux, des forums, des formations et des publications sur des enjeux essentiels pour Bruxelles : les impacts des exclusions du chômage sur la Région, les communes et les CPAS, les enjeux de social-santé, l'accès à l'eau et à l'énergie, la crise du logement, l'impact de l'intelligence artificielle sur le travail ou encore les enjeux de mobilité.

Il s'agit là d'un travail essentiel : donner des clés de compréhension, outiller les militant·es et renforcer la capacité collective à analyser et à agir.



Vigilance syndicale face au nouveau gouvernement bruxellois

Entre-temps, un gouvernement bruxellois s'est enfin constitué. Oui, Bruxelles avait besoin d'un gouvernement. Oui, il fallait sortir de l'instabilité.

Mais notre vigilance reste entière.

La déclaration de politique régionale a été présentée le **23 février dernier**, sur la base d'un accord de majorité d'à peine 24 pages.

Et ce que montrent nos premières analyses, c'est un cap budgétaire marqué par l'austérité.

Un retour à l'équilibre est annoncé pour 2029. Nous ne contestons pas qu'une trajectoire budgétaire sérieuse soit nécessaire. La vraie question est ailleurs : Pourquoi la Région de Bruxelles doit-elle arriver à l'équilibre avant les autres entités du pays ? comment la construit-on ? Et surtout, qui paie l'effort ?

Or aujourd'hui, tout indique que les efforts les plus lourds pèseront d'abord sur la fonction publique, le tissu associatif, le non-marchand, les travailleurs et travailleuses, et les ménages bruxellois, tandis que les entreprises, les promoteurs immobiliers et les plus aisés paraissent relativement préservés.

Les premiers signaux sont déjà là : annonces de suppressions d'emplois au sein de Hub.brussels, inquiétudes sur l'avenir de nombreux postes à la Société du Logement de la Région de Bruxelles-Capitale (SLRB), gel de recrutements, pression accrue sur les opérateurs publics et associatifs... autant de décisions qui risquent d'affaiblir encore davantage des services pourtant essentiels pour les Bruxelloises et les Bruxellois.

Cette austérité arrive au pire moment.

Au moment où les exclusions du chômage vont peser de tout leur poids sur la Région. Au moment où les CPAS sont déjà sous pression.

Au moment où la crise du logement reste aiguë.

Au moment où le secteur associatif est déjà fragilisé par deux années d'affaires courantes.

Et au moment où les opérateurs de l'emploi et de la formation vont devoir faire plus avec moins.



Renforcer les outils de la FGTB Bruxelles

Face à une telle séquence politique et sociale, il ne suffisait pas d'avoir raison.

Il fallait être capables d'agir, d'informer, d'organiser, de rendre visibles nos combats, mais aussi de tenir dans la durée. Et c'est pour cela que nous avons dû reconstruire, en profondeur, un certain nombre de nos outils.

Refonder nos outils de communication

Le responsable du service Actions & Communication a quitté ses fonctions le **2 mai 2024**. Et le service devait reconstruire une nouvelle équipe.

Il a donc fallu engager. Réorganiser. Et surtout redonner du sens. Avec un objectif clair : faire du service un véritable outil au service de la FGTB Bruxelles et de ses centrales.

Nous avons commencé par l'essentiel : rendre la FGTB Bruxelles plus lisible.

- **Refonte des outils numériques**

Un nouveau site internet a été mis en ligne **début 2025**. Un site plus clair, plus structuré, plus dynamique, orienté « public » - et non plus uniquement en fonction de nos structures internes.

Aujourd'hui, ce site est fonctionnel, souple et évolutif. Il est entièrement modulable en interne, ce qui nous permet de réagir beaucoup plus rapidement à l'actualité sociale et politique. Nous y publions désormais de manière très régulière des interviews, des cartes blanches, des articles d'actualité et informations directement liées aux mobilisations et aux enjeux qui touchent le monde du travail bruxellois.

Dans la même logique, le site du CEPAG Bruxelles a été entièrement réalisé en interne. Là aussi, avec un objectif clair : permettre au CEPAG Bruxelles de mettre pleinement en avant son travail d'éducation permanente et ses séminaires d'actualité sociale.

- **Développement de la communication digitale**

Nous avons ensuite pris un virage clair : celui d'une véritable stratégie de communication digitale. Parce qu'aujourd'hui, être présent ne suffit plus.

Il faut être visible, audible, et crédible.

La communication digitale, c'est un outil de lutte. Un outil pour façonner notre image, pour créer de l'adhésion, et pour faire entendre la voix de la FGTB Bruxelles dans le débat public.

Et les résultats sont là : en deux ans, nous avons progressé de plus de 30 % sur Facebook, de plus de 270 % sur Instagram et nous avons construit une présence réelle sur LinkedIn.

Ce n'est pas une fin en soi - on venait de loin... - mais c'est un signal clair : la FGTB Bruxelles reprend sa place dans l'espace public.

- **Peser sur le débat public**

Nous avons également développé un nouveau volet essentiel de notre communication : les relations avec la presse. Avec une idée simple : ne plus subir l'actualité, mais y peser.

Aujourd'hui, la FGTB Bruxelles est régulièrement sollicitée sur les grands enjeux bruxellois. Et cela compte. Parce que cela permet aussi d'orienter le débat, parfois même en amont, en discutant de manière informelle avec les journalistes.





- **Visibiliser nos luttes**

Pour autant, la communication ne se fait pas seulement derrière un écran. Elle se fait aussi dans la rue.

Nous avons donc renforcé la visibilité de la FGTB Bruxelles dans les actions, avec une présence physique plus affirmée, un travail médiatique plus proactif et une couverture en direct sur les réseaux sociaux.

Avec un objectif : rendre visibles nos luttes et celles et ceux qui les portent.

- **Un 1^{er} mai repensé**

Et puis il y a le 1^{er} mai, qui reste un moment phare pour la FGTB Bruxelles.

Sur l'édition 2025, nous sommes partis quasiment de zéro, ce qui nous a permis de repenser en profondeur son organisation avec l'introduction d'un système de monnaie unique pour les bars, un renforcement des sources de financement et une réorganisation de l'implantation du site.

Nous avons également renforcé les liens avec le secteur associatif parce que le 1^{er} mai, ce n'est pas seulement un événement syndical, c'est aussi un moment de convergence des luttes.

Tout ce travail, nous avons voulu le poursuivre et l'amplifier en 2026 avec une ambition claire, faire du 1^{er} mai un moment plus politique, engagé et mobilisateur :

Avec la production et la distribution d'un tract, pour porter nos revendications et prolonger la mobilisation au-delà du 1^{er} mai

Avec la mise en avant de la manifestation nationale du 12 mai

Au niveau de la programmation artistique, nous avons pour la première fois lancé un appel à projets aux artistes de la P700 avec un objectif clair : mettre en avant nos affiliés artistes, faire de la culture un levier de mobilisation et développer des formes d'expression directement liées aux luttes sociales

Enfin, nous avons fait le choix d'une programmation musicale résolument engagée.



- **Les Apéros solidaires : retisser les liens avec le monde politique et associatif progressiste**

Nous avons aussi voulu créer des moments de rencontre et de convivialité militante, notamment à travers les Apéros solidaires organisés par la FGTB Bruxelles en collaboration avec Solidaris Brabant.

Cette année se tenait déjà la deuxième édition de cette initiative organisée quelques jours avant le 1^{er} mai, avec l'objectif de créer un moment de rencontre plus informel entre militant-es, délégué-es, partenaires associatifs et acteurs du monde progressiste bruxellois.

L'objectif est que cet Apéro solidaire devienne progressivement une véritable tradition militante et conviviale de la FGTB Bruxelles, un moment qui permette de renforcer les liens, les solidarités et le sentiment d'appartenance collective à nos combats.

Et dans le contexte social et politique particulièrement dur que nous traversons, ces moments de rencontre, d'échange et de respiration collective sont plus importants que jamais.



Pour le reste, nous avons aussi renforcé l'implication du service communication dans les publications de la FGTB Bruxelles avec un objectif simple : rendre nos contenus plus accessibles, plus pédagogiques et plus impactants.

Enfin, nous avons fortement développé la production vidéo. Cela nous a permis de produire des contenus variés : appels à mobilisation, témoignages, réactions à l'actualité politique, émissions (Poil à gratter – CGSP Enseignement) ... Et surtout, de donner davantage la parole aux travailleurs et aux délégués.

Aujourd'hui, nos outils de communication sont mieux intégrés. Nous sommes plus réactifs, plus cohérents, plus créatifs.

Mais le défi, c'est maintenant d'aller plus loin : renforcer le lien avec le terrain, donner davantage la parole aux délégués, pour montrer concrètement à quoi sert un syndicat dans la vie des gens.

Pour l'avenir et dans la perspective du Congrès de juin 2027, nous nous engageons également à actualiser les statuts de la FGTB Bruxelles.

Un renforcement des activités du CEPAG Bruxelles

Malgré des changements dans l'équipe, le CEPAG Bruxelles a maintenu ses missions et poursuivi son développement.

Et cela compte. Parce que l'éducation permanente est un outil central d'émancipation, de conscientisation et de renforcement du rapport de force.

Depuis 2024, le CEPAG Bruxelles a renforcé ses activités : séminaires d'actualité sociale, formations thématiques, formations pour les délégué-es, expositions, partenariats extérieurs.

Il a notamment développé des partenariats avec Bruxelles Formation pour organiser plusieurs sessions par an sur la sécurité sociale et la concertation en entreprise.

Plus de 600 heures d'éducation permanente reconnues ont ainsi pu être valorisées en 2025. Et derrière ce chiffre, il y a une réalité très concrète : des groupes de délégué-es en formation, des séminaires qui rassemblent largement, des formations qui permettent de mieux comprendre les enjeux économiques et sociaux, et des activités culturelles qui relient mémoire des luttes, analyse critique et engagement collectif.





Le CEPAG Bruxelles continuera à renforcer ce travail, notamment avec le lancement prévu d'un groupe de lutte pour les droits des sans-papiers, en collaboration avec la FGTB fédérale.

Là aussi, l'objectif est clair : donner des outils de compréhension, renforcer l'esprit critique et soutenir l'organisation collective du monde du travail.

Une cellule égalité-diversité toujours plus mobilisée contre les inégalités au travail

Écart salarial, temps partiels subis, contrats précaires, discriminations, racisme, sexisme, discriminations liées à l'orientation sexuelle ou à l'identité de genre... la FGTB Bruxelles poursuit son combat contre toutes les formes d'inégalités et de discriminations dans le monde du travail.

À travers sa Cellule Égalité – Diversité, composée d'une conseillère diversité et d'une conseillère genre, la FGTB Bruxelles accompagne les délégué-es syndicaux dans les entreprises et les secteurs avec des outils, formations, campagnes et actions concrètes visant à promouvoir l'égalité de traitement, lutter contre les discriminations et renforcer l'inclusion au travail.

Mieux accueillir et mieux orienter

Dans le même esprit, nous avons aussi engagé un travail pour améliorer l'accessibilité aux services de la FGTB Bruxelles et de ses Centrales professionnelles afin de mieux répondre aux besoins du terrain et à l'évolution des réalités sociales.

Car aujourd'hui, trop de personnes ne savent pas toujours vers qui se tourner, ne trouvent pas toujours facilement le chemin vers notre organisation.

Trop de travailleurs et travailleuses, avec ou sans emploi, trop de pensionnés, trop de personnes en difficulté administrative ou en fracture numérique, isolées sur leur lieu de travail, peinent à trouver rapidement une aide, un conseil, un accompagnement.

C'est dans cette logique que s'inscrit la mise en place d'un service de première ligne au 48 rue Haute.

L'objectif est clair : offrir un premier point de contact lisible, accessible et concret pour les personnes qui cherchent de l'aide, qui ont une question sur leurs droits, sur le chômage, sur le travail, sur la pension ou sur des démarches administratives, mais qui ne savent pas toujours à qui s'adresser.

Ce service n'a pas vocation à tout faire. Il ne remplace ou ne se substitue évidemment pas à ce qui existe déjà au sein de la FGTB Bruxelles et des Centrales. Il a vocation à accueillir, écouter, apporter une première aide et surtout à orienter rapidement les personnes vers le bon service, la bonne centrale ou le bon partenaire.

Et cela aussi, c'est un enjeu syndical.

Parce qu'un syndicat doit être combatif, bien sûr.

Mais il doit aussi être accessible, compréhensible et concrètement utile dans la vie des gens.

Avec ce projet, nous voulons à la fois mieux accueillir les Bruxelloises et les Bruxellois, mieux orienter le public et renforcer l'image de la FGTB Bruxelles comme un syndicat proche, accueillant et orienté solutions.

Le choix du 48 rue Haute n'est pas anodin.

C'est un lieu stratégique, visible, au cœur de Bruxelles. Il doit devenir un point d'ancrage fort de la présence syndicale dans la ville.

Dans une période marquée par les exclusions, les ruptures de droits et la complexification des parcours, ce type d'outil est essentiel.

Il traduit une volonté simple : rapprocher encore davantage la FGTB Bruxelles du terrain et des besoins réels de celles et ceux qu'elle défend.



Conclusion

Ces deux dernières années n'ont pas été des années ordinaires.

Nous avons dû faire face aux plus grands défis qu'ait connus la FGTB Bruxelles depuis de nombreuses années.

Nous avons dû faire face à une offensive sociale d'une violence rare. À une instabilité politique majeure à Bruxelles. À une réforme du chômage qui va bouleverser la vie de dizaines de milliers de personnes.

Dans ce tourbillon, la FGTB Bruxelles a tenu le cap.

Nous nous sommes organisés.

Nous avons résisté.

Nous avons informé, accompagné, protégé.

Nous avons aussi analysé, proposé et mobilisé.

Bref, nous avons été au rendez-vous pour défendre Bruxelles et le monde du travail.

Rien de tout cela n'aurait été possible sans l'engagement de nos équipes, de nos militant-es, de nos délégué-es, des membres du BIR, du BER, et des centrales qui ont tenu le cap avec nous dans cette période particulièrement difficile.

Nous voulons ici les remercier sincèrement pour leur confiance, leur soutien et leur détermination.

Mais nous le savons : d'autres défis tout aussi importants sont devant nous.

Il nous faudra continuer à faire face aux politiques d'austérité.

Il nous faudra défendre les services publics, la sécurité sociale, les droits collectifs.

Il nous faudra aussi défendre Bruxelles, ses habitants, ses travailleurs et travailleuses, contre toutes les logiques qui organisent la mise en concurrence, la précarisation et le chacun pour soi.

Plus que jamais, nous aurons besoin d'un syndicalisme combatif, lucide, ancré dans le réel, capable à la fois de résister, de proposer et de construire le rapport de force.

C'est ce cap que nous avons essayé de tenir depuis deux ans.

Et c'est ce cap que nous devons continuer à tenir ensemble.

FGTB

ABVV

BXL

